



	Indonésie	Viet Nam	Nigéria	Équateur
Acteurs impliqués	<p>L'EPG en Indonésie est structurée de telle manière qu'elle associe les parties prenantes aux niveaux national et infranational issues des universités, du gouvernement et de la société civile à chaque étape du processus. Le ministère des Forêts, l'équipe spéciale (task force) sur la REDD+ en Indonésie, le service présidentiel pour la Supervision et le Suivi du développement (UKP4), l'Agence nationale de planification pour le développement (BAPPENAS), l'Institut agricole de Bogor, le Conseil national des forêts, l'Alliance des peuples autochtones de l'archipel (AMAN), Epistema, ICEL et Walhi sont autant d'acteurs clés qui ont activement contribué au processus à l'échelon national.</p>	<p>Les acteurs impliqués dans le processus d'EPG au Viet Nam sont les suivants : VNForest, les services fonctionnels au niveau des provinces, les entreprises forestières d'État / conseils de direction, les services fonctionnels au niveau des districts, les communautés (dans les communes), les universités locales et les ONG vietnamiennes.</p>	<p>Au niveau fédéral, le ministère de l'Environnement a joué un rôle clé comme partenaire ; dans l'État de la Cross River State, outre la commission forestière, plusieurs entités ont jusqu'à présent apporté leur contribution, notamment l'université de Calabar, les représentants des communautés locales (monts Mbe) et le Programme des femmes pour l'environnement.</p>	<p>En Équateur, le ministère de l'Environnement est le principal interlocuteur au sein du gouvernement ; parmi les acteurs de la société civile ayant participé, mentionnons : la Fundacion Pachamama, la CONAIE, la CONAICE, le Ceplaes – RFN, le WWF, Care et Flora and Fauna.</p>
Questions de gouvernance jugées prioritaires	<p>Cadre juridique et d'orientation, capacités des acteurs de la REDD+ (gouvernement, société civile, communautés autochtones/ communautés locales, sociétés commerciales) et aspects relatifs à la mise en œuvre dans les domaines suivants : planification spatiale et forestière, réglementation sur les droits, organisation des forêts, gestion forestière, contrôle et supervision, et infrastructure de la REDD+.</p>	<p>À la suite de deux ateliers d'EPG organisés à Lam Dong en 2013, où a été analysé l'état de la gouvernance, les points qui ont été distingués sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Participation des autorités locales (commune) au processus de décision en matière de gestion forestière ; - application de la loi ; - attribution des forêts / terres, et - collaboration intersectorielle 	<p>Lors d'un atelier à Calabar, dans l'État du Cross River les 16-18 janvier de cette année, les parties prenantes ont jugé prioritaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la participation large et informée des parties prenantes à la REDD+ - l'harmonisation du cadre d'orientation et juridique pour la REDD+ - un processus et un financement de la REDD+ régis par les principes de transparence et de responsabilité - les relations et la coordination intergouvernementales 	<p>En cours ¹</p>
Champ d'application géographique au niveau national	<p>Du fait des parties prenantes associées et des questions de gouvernance abordées, le processus d'EPG en Indonésie s'inscrit au niveau national, mais il en est de même dans huit provinces (Aceh, Riau, Jambi, Sumatra du Sud, Kalimantan occidental, Kalimantan central, Kalimantan oriental, Sulawesi central, Papouasie et Papouasie occidentale), et au niveau du district, où deux acteurs interviennent pour chacune des provinces citées.</p>	<p>En complément de l'échelon national, Lam Dong est sélectionné comme première province pilote pour l'EPG au Viet Nam. Selon les progrès accomplis, l'EPG pourra être élargie à d'autres provinces.</p>	<p>Niveau fédéral et des États (État de la Cross River).</p>	<p>Au niveau national, les discussions n'ont eu lieu jusqu'ici qu'à Quito, tandis que l'implication locale reste encore à déterminer / convenir.</p>

¹ Le processus d'EPG en Équateur a connu des retards en 2013, mais une amélioration est à espérer à partir de juin, dès la mobilisation du nouveau facilitateur de l'EPG.